



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 05/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MODERTECH INDUSTRIES

15 allée Mathieu Murgue
Terrenoire
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243-EAR-024-272

Code AIOT : 0006105089

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement MODERTECH INDUSTRIES implanté 15 allée Mathieu Murgue Terrenoire 42000 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MODERTECH INDUSTRIES
- 15 allée Mathieu Murgue Terrenoire 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006105089
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Le site actuel a été construit en 1995 pour réunir l'activité initiale et un atelier de traitement de pièces aluminium racheté entre temps. Un agrandissement des locaux a été réalisé en 1997.

Les ateliers (2 zones) comportent 3 chaînes robotisées :

- Chaîne A : Anodisation, en cours de démontage
- Chaîne B : Aciers (brunissage et phosphatation)
- Chaîne P : Chromatation (passivation)

La station d'épuration fonctionne convenablement. Elle est gérée par automates, avec système de supervision informatique.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	analyses air	Arrêté Préfectoral du 20/06/2003, article 3.2 et annexe 2	Demande d'action corrective	6 mois
6	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Demande d'action corrective	3 mois
7	état des stocks	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44	Sans objet
2	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 44	Sans objet
4	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
5	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il manque quelques rétentions sous certains produits chimiques.

Les rejets atmosphériques sont conformes, il reste à déterminer les performances des dévésiculeurs vis à vis du Cr VI.

Les résultats PFAS des 3 campagnes ont bien été déclarés sur GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 s'appliquent. Elles concernent notamment la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I : Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Si l'exploitant réalise lui-même ses prélèvements, la conservation des échantillons par l'échantillonneur automatique se fait à une température de 5 ± 3 °C conformément au guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE (paragraphe 2.1.4.a)
Constats : La mesure de température dans l'échantillonneur est réalisée tous les 6 mois par un opérateur. La dernière mesure, datant du 24/04/24 indiquait 6,3 °C. La prochaine est prévue le 25/10/24. L'exploitant a montré à l'exploitant les prévisions de cette opération sur l'ERP. L'inspection a jugé qu'il fallait augmenter la fréquence de ces mesures et les réaliser tous les mois. L'exploitant a changé la fréquence de ces mesures sur l'ERP devant l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a bien transmis via GIDAF les résultats des 3 campagnes d'analyses des PFAS dans ses rejets aqueux. Ces résultats concernent bien des prélèvements réalisés sur 3 mois consécutifs : 12/23, 01/24 et 02/24. Tous les résultats sont inférieurs à la LQ sauf les AOF sur la première campagne d'analyse qui sont retrouvés à une concentration de 47 µg/L.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : analyses air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2003, article 3.2 et annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, analyses air
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.
Constats : Les analyses des rejets atmosphériques ne montrent aucune non conformité en flux et en concentration. L'exploitant souhaitait lever la non-conformité qui concernait le point 6 du rapport d'inspection du 20/12/2021. qui demandait de déterminer la performance de ses dévésiculeurs vis à vis du CrVI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant, afin de lever cette NC devra réaliser sous 6 mois des analyses en CrVI en amont et en aval des dévésiculeurs afin d'évaluer l'efficacité de son traitement d'air.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : L'inspection a réalisé son inspection produits chimiques sur la javel (hypochlorite de sodium) utilisée au niveau de la STEP pour abattre les nitrites et la DCO. Les GRV d'hypochlorite de sodium sont bien étiquetés. L'étiquette mentionne les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection la FDS récente de l'hypochlorite de sodium, elle date du 17/04/2023, est en français et contient bien les 16 rubriques réglementaires. Les travailleurs y ont accès sur les ordinateurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduelles. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]
Constats : Il manquait des rétentions sous plusieurs GRV, notamment : <ul style="list-style-type: none">- sous le GRV de soude au niveau de la chaîne P,- sous le GRV d'hypochlorite de sodium en stock- sous les 2 GRV, stockés l'un sur l'autre de bisulfite de sodium, au niveau de la STEP. L'exploitant a fait part des difficultés qu'il rencontrait, par manque de place, et lors de la manipulation des GRV avec le fenwick.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra trouver une solution sous 3 mois pour mettre tous ses produits chimiques liquides sur rétention. Il peut par exemple déplacer les solides présents dans le local des produits chimiques pour faire de la place, installer des rétentions souples facilement déplaçables.... Il informera l'inspection de la solution choisie et justifiera de la mise en place de rétention sous tous les produits chimiques liquides.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, état des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Le jour de l'inspection l'état des stocks mentionnait la présence sur site de 2 cubis de 400L en stock et un cubis de 230L entamé d'hypochlorite de sodium. L'inspection a constaté sur site la présence d'1 cubitainer en stock et un cubitainer entamé dans lequel il restait 200L L'exploitant regardera pourquoi il manque un cubitainer de 400 L en stock et pourquoi l'état des stock ne correspond pas à la réalité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant recherchera l'origine de cette incohérence et s'assurera pour tous les autres produits que les stocks sont exacts. Pour que l'état des stocks soit juste, l'exploitant mettra en place un système d'inventaire physique à rythme semestriel. Sous 3 mois, il transmettra à l'inspection un état des stocks sincère et la justification de la mise en place d'un inventaire physique de recalage.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois